



CLIQUEZ ICI  
POUR TÉLÉCHARGER  
NOTRE RAPPORT

Paris le 9 janvier – La France et l'Europe sont confrontées à une accumulation de crises et de menaces de nature de plus en plus hybride. Il devient impératif de renforcer notre sécurité et notre résilience. Celles-ci ne dépendent plus seulement de la robustesse de notre système de défense. Une approche globale, plus agile, est désormais nécessaire, intégrant les dimensions diplomatique, militaire, économique, politique, informationnelle, et même sanitaire et sociale. C'est ce qu'a démontré la crise sanitaire et économique que nous traversons.

Sous la coprésidence de l'ancien Premier ministre Bernard Cazeneuve et de Nicolas Baverez, avocat, économiste et contributeur sur les questions de défense à l'Institut Montaigne, le groupe de travail de l'Institut Montaigne formule 12 recommandations autour de trois axes principaux : préparer nos Armées à des conflits plus durs, adopter une approche globale et plus agile face à l'hybridité des menaces, et persévérer la coopération européenne en matière de défense.

*“Face au renouveau des menaces stratégiques et à la multiplication des crises, il est indispensable de renforcer la sécurité de la France et de l'Europe. Après le Brexit, notre pays dispose d'une responsabilité particulière du fait de la dissuasion nucléaire et de son modèle complet d'armée qui constituent des atouts majeurs. Les armées constituent un élément essentiel de la résilience et de la souveraineté de la nation, dont l'épidémie de Covid a souligné l'importance. Voilà pourquoi il est fondamental de poursuivre leur modernisation et de préserver notre industrie de défense en poursuivant l'effort financier prévu par la Loi de programmation militaire sous la forme d'un investissement de 295 milliards d'euros entre 2019 et 2025”* précisent les co-président du groupe de travail de l'Institut Montaigne, l'ancien Premier ministre Bernard Cazeneuve et l'essayiste Nicolas Baverez.

### Un contexte géopolitique instable marqué par des menaces accrues et variées

Depuis deux décennies, **les risques et les menaces auxquels la France et l'Europe sont confrontées se sont accrues et diversifiés** : crise financière, cyberattaques, terrorisme islamiste, pandémie, manipulations de l'information, investissements étrangers dans des secteurs stratégiques, retour des puissances militaires.

L'enchaînement de ces chocs accroît le risque de crise systémique et nécessite de renforcer notre résilience. Par ailleurs, la France ne peut pas compter pleinement sur le **système multilatéral, affaibli** depuis quelques années. Elle fait pourtant face à une augmentation des **menaces de puissances agressives** qui profitent d'un contexte instable pour imposer leur volonté par plusieurs moyens, militaires et non militaires, directs et indirects.

### La préservation du rôle de notre appareil de défense

Les Armées peuvent contribuer à des **crises non militaires** sur le territoire national comme l'illustrent les Opérations Sentinelle et Résilience, suite aux attentats terroristes, d'une part, ou encore leurs

actions lors de la crise sanitaire, d'autre part. Mais l'accumulation de crises variées n'empêche pas l'éventualité d'un conflit majeur dans les années à venir. C'est avant tout dans ce scénario que se trouve la plus-value des Armées, qui engagent des moyens lourds, coûteux, limités et dont les effets sont potentiellement létaux. **Si la mobilisation des Armées est pertinente pour répondre à des enjeux non militaires, celle-ci doit être conçue dans un rôle de réassurance et non de "couteau suisse".**

**Pour** faire face au scénario d'un conflit majeur, nous recommandons d'agir sur plusieurs leviers :

-le **levier budgétaire**, qu'il convient de ne pas réduire dans les années à venir, malgré le contexte économique ;

-le **levier humain**, afin de renforcer l'attractivité du métier des armes ;

-le **levier de l'innovation**, sur lequel il faut encore progresser significativement.

## L'adoption d'une approche globale et plus agile

Étant donnée la nature hybride des menaces auxquelles nous sommes confrontés, la sécurité des Français ne dépend plus seulement de la robustesse de notre défense. Elle doit reposer sur **une approche globale** intégrant de nombreuses **dimensions, notamment diplomatique, militaire, économique, politique, informationnelle, sanitaire et sociale.**

La réponse à la multiplication des crises doit être globale et plus agile, avec une meilleure anticipation des risques. **L'action doit se mener de manière concertée entre des acteurs publics et privés** naturellement tournés vers le long terme : l'État stratège, mais aussi les centres de recherche et les *think tanks*, les assureurs, les ONG. Il convient également d'améliorer notre préparation en **s'assurant de l'existence des stocks stratégiques nécessaires et en s'entraînant.**

Enfin, la nature de plus en plus multidimensionnelle des crises, à l'instar du Covid-19, nécessite davantage de **coordination** : **interministérielle**, d'une part, et entre État central et **échelons déconcentrés**, d'autre part.

## L'approfondissement de la coopération européenne

La France ne fait pas le poids dans un contexte stratégique marqué par **les confrontations entre grandes puissances** à l'image de la rivalité sino-américaine. Elle ne peut pas agir seule : la réponse réside dans la construction européenne. De même, si certains domaines relèvent de l'autonomie stratégique nationale, d'autres comme le numérique ou l'espace devraient être abordés à l'échelle de l'Union européenne. **L'autonomie stratégique européenne** doit être approfondie dans ses trois composantes traditionnelles - politique, opérationnelle, technologique et industrielle - mais également élargie aux domaines économique, financier et commercial.

La position de la France en la matière est néanmoins souvent incomprise de nos alliés européens. C'est en particulier le cas sur la question de l'OTAN, qui est aujourd'hui un point de blocage majeur. Il convient de préciser, **clarifier notre discours** et également mieux le porter à Bruxelles et dans les capitales européennes, afin de **fédérer davantage**. Cela passe également par une meilleure prise en compte des sensibilités de nos partenaires sur ces sujets, au premier rang desquels l'Allemagne, car **seule une ambition commune franco-allemande entraînera le reste de l'UE.**

## Nos recommandations pour renforcer notre sécurité et notre résilience

### 1- Durcir notre modèle d'armée au service de la sécurité nationale

#### Renforcer nos Armées et leur réactivité

- **Assurer une organisation militaire spécifique et mieux intégrée**

Les spécificités nécessaires à l'accomplissement de la mission des Armées ne doivent pas être remises en cause. Le recrutement des nouvelles compétences spécialisées (notamment dans le domaine de la

cybersécurité) doit se faire prioritairement sous statut militaire. Il convient également de remettre les soutiens dans la main des chefs opérationnels, en simplifiant et en déconcentrant la chaîne de commandement.

- **Améliorer la réactivité des Armées face à la volatilité du contexte stratégique**

Dans le cas d'un scénario d'engagement majeur, le délai d'engagement doit être réduit et doit tenir compte de la montée en puissance des acteurs industriels et du soutien. Cela doit s'accompagner d'une augmentation des temps d'entraînement des unités militaires. Enfin, il faudrait réévaluer le déploiement des forces Outre-mer et à l'étranger pour prendre en compte l'évolution des zones de tension.

- **Ajuster et anticiper les capacités pour plus d'impact et d'endurance**

Outre la dissuasion nucléaire, il existe quatre priorités concernant les capacités : combler en urgence les lacunes notamment en termes de stocks stratégiques (munitions, pièces de rechange) ; s'adapter aux nouveaux modes de conflictualité (cyber, drones, influence, espace) ; réparer et moderniser les segments les plus lourds (ravitailleurs dans le domaine aérien, frégates de premier rang et sous-marins nucléaires dans le domaine naval et transition rapide vers Scorpion dans le domaine terrestre) ; modifier le format de la réserve.

### **Mobiliser les leviers budgétaire, humain et technologique pour renforcer nos Armées face aux défis de demain**

- **Sécuriser la LPM actuelle jusqu'en 2025**

La Loi de Programmation Militaire 2019-2025 est pertinente et adaptée aux défis actuels. La trajectoire financière établie doit donc être respectée malgré le contexte économique difficile.

- **Renforcer l'attractivité du métier des armes et fidéliser**

Pour pallier les difficultés de recrutement, notamment concernant les compétences émergentes (cyber, intelligence artificielle, etc.), il convient d'élargir le vivier en s'appuyant sur le Service national universel, sur des partenariats avec l'Éducation nationale, avec les industriels ou encore sur le développement de la réserve. Des passerelles vers la fonction publique civile pourraient également être développées afin de fidéliser les militaires.

- **Diffuser la culture de l'innovation au-delà de l'Agence d'innovation de défense**

Le levier de l'innovation est clé pour répondre au défi technologique. L'agence d'innovation de défense, créée en 2018, avait pour vocation de coordonner les démarches d'innovation du Ministère. L'agence a connu de premières avancées significatives dans les domaines de la cyberdéfense, l'espace et l'IA, mais il faut persévérer en diffusant cette culture de l'innovation et en adaptant les financements aux besoins des start-ups du secteur de la défense.

### **2- Adopter une approche globale plus agile afin de faire face à l'hybridité et à la multiplication des menaces**

- **Renforcer l'agilité de l'approche globale française avec une coordination renforcée**

Il s'agit de mieux coordonner les leviers stratégiques à tous les niveaux de décision avec une chaîne de coordination du Ministère aux niveaux déconcentrés. Au-delà de cette coordination, l'idée est de s'appuyer sur les Armées de manière plus agile face à des engagements majeurs, des opérations spéciales mais également des configurations peu militarisées.

- **Anticiper des scénarios plus durs et multi-domaines avec un rôle renforcé du SGDSN**

Il s'agit de dessiner des scénarios plus durs qui prennent en compte l'interpénétration des domaines économique, social, politique, environnemental, technologique et sécuritaire. Animée par le SGDSN, cet exercice d'anticipation pourrait bénéficier de l'expertise d'autres acteurs comme les think tanks ou les entreprises, et produire des bilans annuels évaluant les risques et les menaces, ainsi que les mesures prises.

- **Impliquer le secteur privé dans les réserves et la mobilisation générale, s'entraîner**

L'entraînement passe par une montée en gamme des exercices de gestion de crise sous l'égide du SGDSN, mais également une meilleure implication du secteur privé dans ces plans de gestion de crise.

- **Coordonner l'action des ministères au niveau central, faciliter la subsidiarité, assurer la survie des fonctions essentielles de la Nation**

Une intégration de l'action des différents ministères au niveau central, par le biais de la Cellule interministérielle de crise, associée à une meilleure distinction entre ce qui relève de l'Etat central et de ses échelons déconcentrés, permettrait une meilleure coordination.

### 3- Persévérer dans la coopération européenne

- **Renforcer l'autonomie stratégique européenne dans les domaines clés**

L'autonomie stratégique dans les domaines traditionnels (opérationnel, technologique et industriel) doit être renforcée, notamment par la préférence européenne et la coordination entre Etats-membres pour éviter d'alimenter des filières nationales surcapacitaires et redondantes. La véritable autonomie stratégique passe par ailleurs par les domaines économique, financier et commercial.

- **Renforcer le rôle fédérateur de la France pour la défense européenne et dans l'OTAN**

Pour persévérer et œuvrer au renforcement de la coopération entre les États européens en matière de défense, l'enjeu est à la fois de diversifier cette coopération en confortant les partenariats bilatéraux et *ad hoc*, mais également de mieux expliquer la position française sur l'articulation entre l'OTAN et l'Europe.

CLIQUEZ ICI  
POUR TÉLÉCHARGER  
NOTRE RAPPORT

Nous vous attendons sur [Twitter](#), [Facebook](#) et sur [Instagram](#).  
Inscrivez-vous à notre [Newsletter](#).

Lara Oliveau, responsable de la communication et des relations presse  
**06 99 79 43 62 ; [loliveau@institutmontaigne.org](mailto:loliveau@institutmontaigne.org)**

**À propos de l'Institut Montaigne :** *think tank indépendant créé en 2000, l'Institut Montaigne est une plateforme de réflexion, de propositions et d'expérimentations consacrée aux politiques publiques en France et en Europe. Ses travaux sont le fruit d'une méthode d'analyse et de recherche rigoureuse et critique, ouverte sur les comparaisons internationales. L'Institut Montaigne, association à but non lucratif pionnière en France, réunit des chefs d'entreprise, des hauts fonctionnaires, des universitaires et des personnalités issues d'horizons divers. Ses financements sont exclusivement privés, aucune contribution n'excédant 1,5 % d'un budget annuel de 6,5 millions d'euros. À travers ses publications et les événements qu'il organise, l'Institut Montaigne souhaite jouer pleinement son rôle d'acteur du débat démocratique.*

[Si vous ne souhaitez plus recevoir de message de notre part, cliquez ici.](#)